



Citation for published version:

Pinheiro Machado, R 2012, 'Piraterie' et 'informalité' en Chine et au Brésil : approches et tensions dans leurs stratégies de développement', Paper presented at Colloque Cerisy La Salle: ENTRE LE LICITE ET L'ILLICITE : MIGRATIONS, TRAVAIL, MARCHÉS , 12/09/12.

Publication date:
2012

Document Version
Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication](#)

University of Bath

Alternative formats

If you require this document in an alternative format, please contact:
openaccess@bath.ac.uk

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

‘Piraterie’ et ‘informalité’ en Chine et au Brésil : approches et tensions dans leurs stratégies de développement

Rosana Pinheiro-Machado

Colloque Cerisy La Salle, France 2012

ENTRE LE LICITE ET L'ILLICITE : MIGRATIONS, TRAVAIL, MARCHÉS

A partir des années 1980, la Chine et le Brésil, à travers le marché populaire, se sont connectés comme jamais dans leur histoire, formant un circuit global de marchandises basé sur la production, la distribution et la consommation de produits chinois bon marché, fabriqués sous un régime intensif de travail et commercialisés sous une réglementation partielle des différents États concernés.

Le contact viabilisé au moyen de la formation de ce circuit a non seulement fait émerger un processus de flux de marchandises, de personnes et d'informations, mais aussi des frictions, étant donné que la légitimation sociale de ce marché n'est pas unanime. En somme, les définitions de piraterie, contrefaçon, copie, contrebande, dérèglement et travail informel ne sont pas universelles et subissent des altérations selon les singularités historiques, légales, économiques, politiques et culturelles de chaque État-Nation.

Cette question apparaît au grand jour quand on observe le circuit Chine-Brésil dans une perspective longiligne, car le marché de produits chinois bon marché a uni des pays qui ont des conceptions morales et légales dissemblables à propos de l'économie informelle, quant à leur tolérance sur la production de copies et quant aux notions de propriété intellectuelle. Une des conséquences immédiates d'une telle disparité sont les conflits le conflit d'intérêts et de visions qui émergent face à la circulation internationale d'une marchandise. Ainsi, la Chine et le Brésil ont construit des discours publics différenciés sur certaines pratiques économiques.

L'objectif de cet article est d'expliquer la formation d'un circuit global de marchandises, qui transite par des flux à travers la mondialisation populaire (Ribeiro 2010). C'est cette dernière qui a été responsable de l'union de la Chine et du Brésil dans les années 1980. De par cette conjoncture, je cherche à montrer comment les notions de copies et d'économie informelle sont conçues par les deux États. Ainsi, j'argumente que certaines pratiques de travail partiellement réglementées, maintenues par des relations personnelles, qui tournent autour du marché des copies sont perçues et légitimées de manière antagoniste entre ces deux pays. Selon le point de vue des politiques publiques, la société chinoise montre que de telles activités peuvent être un tremplin à son développement, alors que la société brésilienne les considère comme un obstacle. Cela apparaît clairement quand on observe la nature des liens personnels entre les agents de l'État et du marché dans nos différents contextes économiques.

Il est cependant fondamental d'éclaircir que ce cadre rencontré dans l'étude ethnographique n'est pas fixe et tend à changer à mesure que la participation de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) s'intensifie. De plus, bien que l'on argumente sur le fait que les deux pays possèdent une conception différenciée en fonction de leur contexte, la réalité socio-économique de ces pays est très similaire en

ce qui concerne le rôle que le commerce non réglementé de copie joue dans les deux sociétés. Au-delà de l'importance économique structurelle que ce marché fournit (en absorbant de la main d'œuvre et en stimulant la consommation dans des secteurs moins favorisés), il est possible, d'un point de vue anthropologique, d'établir divers parallèles sur les formes dont il se pratique dans la sphère quotidienne, tout particulièrement parce que, en Chine tout comme au Brésil, c'est la force des liens personnels qui va alimenter une bonne partie de ce circuit.

Dans ce contexte, dont l'objet porte sur des pratiques économiques similaires valorisées de manière différente, l'anthropologie brésilienne se trouve face à des défis qui portent sur les études sur la Chine. En regardant vers ce pays, on s'aperçoit que certains paradigmes conceptuels – comme l'idée d'économie informelle, illégale et illicite – ne rendent pas compte du contexte chinois dans la mesure où ils ont été élaborés pour expliquer le développement urbain des métropoles latino-américaines, et ont été calqués sur un imaginaire à double face de l'action économique. C'est pourquoi ils se montrent aujourd'hui insuffisants pour la propre compréhension de la réalité brésilienne.

Dans le projet de cet article, mon analyse ne propose pas l'exclusion des concepts d'économie informelle et illicite, mais cherche à donner une continuité à la critique de leurs limites ((Pinheiro-Machado, 2008; Ribeiro, 2010; Telles e Hirata, 2007), spécialement à partir de la réalité empirique rencontrée tant dans le travail de terrain que dans les recherches théoriques historiques sur la formation de ces marchés. La recherche présentée ici s'est basée sur une longue étude, construite au long de presque dix ans de recherche ethnographique qui a eu pour objectif de suivre un circuit global de marchandises du début à la fin : de la fabrique en Chine aux marchés populaires brésiliens. Le parcours de la recherche, toutefois, a commencé dans le sens contraire. De 1999 à 2003, j'ai enquêté sur les marchés populaires (« camelodrome ») de la ville de Porto Alegre. Par la suite, entre 2004 et 2005, j'ai visité et habité à la frontière Brésil-Paraguay, zone qui constitue un centre d'entrepôt et d'écoulement de marchandises chinoises pour le Brésil. Pour la dernière étape, entre 2006 et 2007, pendant 8 mois, j'ai réalisé une enquête de terrain dans des fabriques et centres de distribution de copies et autres marchandises bon marché dans la ville de Shenzhen, Zone Économique Spéciale de Chine. De plus, la recherche historique sur les marchés informels et le marché des copies constitue une partie fondamentale pour la construction de l'argumentaire ici développé.

Je commence le débat à partir d'une analyse de la formation historique du circuit mondial de marchandises que a uni la Chine au Brésil, car elle donne une compréhension de base de la conception sur laquelle certaines pratiques économiques ont été construites. Par la suite, j'analyse la réalité brésilienne et, pour finir, la réalité chinoise; j'y apporte quelques éléments des recherches ethnographiques dans ces pays pour illustrer le fait que des pratiques similaires sont valorisées de manière différente dans chacun de ces contextes.

Circuit global de marchandises et mondialisation populaire

Le marché de produits bon marché chinois a connecté le Brésil et la Chine via le Paraguay au moyen de routes commerciales internationales qui se sont établies à partir

de la fin des années 1970. Dès lors, comme jamais dans l'histoire, les deux extrémités du système se sont retrouvées fortement interconnectées.

Pour décrire ce phénomène, je rassemble les notions de circuit global de marchandises (Bestor 2000, 2001; Foster 2005; Freidberg 2004; Geriffi 1999; Hansen 2002; Hughes 2001; Ziegler 2007; etc.) avec le concept de mondialisation populaire, introduit par Ribeiro pour décrire sa théorie concernant la mondialisation non hégémonique (Ribeiro 2010). L'étude de circuits globaux observe les liens, les étapes, les phases et les mains à travers lesquelles un produit passe et est transformé, monté, fabriqué et distribué entre producteurs et consommateurs (Bestor, 2001). En termes théoriques et méthodologiques, ce type de recherche cherche à suivre la vie sociale d'une certaine marchandise (Appadurai 2006), par l'observation de diverses phases comme le dessin, la production, la promotion, la vente et enfin, la consommation (Gereffi 1999). En tant qu'anthropologue, il m'était intéressant de comprendre le côté humain de ces échanges économiques, dans une tentative d'observer de quelle manière des macro processus peuvent être compris par l'action d'agents sociaux dans leur vie quotidienne.

La singularité du circuit dont il est ici question, est que ses acteurs, marchandises et pratiques sont traversées par des “faisceaux d'illégalités” (Pinheiro-Machado 2011), contenant des moments très tendus dans leurs circuits, car leurs activités économiques sont partiellement régulées et permises par les États. Dans ce sens, comme alternative à la notion minée d’“économie informelle”, Ribeiro (2006,2010) propose le concept de “mondialisation populaire non hégémonique” pour désigner des pratiques qui défient l'ordre économique établi au niveau local, national ou mondial, et qui, pour cela, sont passibles de répréhension par la force policière selon les intérêts des élites économiques dominantes.

En ayant rassemblé la notion de circuit global de marchandises avec celle de mondialisation populaire, j'ai pour objectif d'analyser les diverses parties d'une chaîne productive, tout en évitant, dans la mesure du possible, les classifications dualistes qui traitent du légal et de l'illégal, du formel et de l'informel, du licite et de l'illicite. La notion de mondialisation “populaire” ne se réfère pas à la classe sociale des acteurs impliqués dans le circuit (même si beaucoup de commerçants soient recrutés dans des couches moins favorisées de la population, tout particulièrement au Brésil), mais à un système complexe qui n'est pas aligné avec les principes des grandes organisations du système mondial contemporain, en particulier par rapport au contrôle de la propriété intellectuelle.

Racines historiques qui ont uni la Chine et le Brésil sur le marché populaire

Le marché de produits bon marché chinois a uni la Chine et le Brésil, via le Paraguay, au moyen de routes commerciales internationales qui se sont établies dans les années 80. Dès lors, comme jamais dans l'histoire, les deux pays ont commencé à être liés et interconnectés.

Même si ce circuit s'est constitué récemment, la genèse de ce marché a des racines très anciennes. De 1700 à 1845, le dénommé Système de Canton – à travers ses voies maritimes privilégiées du Delta du fleuve de perle dans la province de Guangdong, a mis en mouvement une des plus grandes et plus effervescentes régions portuaires du monde, se caractérisant par le commerce extérieur d'opium, de céramique

et d'argent. La présence abondante de ports dans la région a non seulement conduit à la sortie de marchandises mais aussi à la sortie de personnes. Malgré l'effort immense de l'empire Qing pour réguler ce marché, la contrebande et d'autres pratiques non contrôlées et non planifiées par le gouvernement ont joué un rôle puissant dans l'économie de cette période, ouvrant de nouveaux marchés et de nouvelles zones portuaires (Dyke, 2005; Sahlins, 2004).

Selon Dikotter (2007), la Chine a aussi commencé à se spécialiser dans la production de biens de masse, en copiant des produits étrangers – comme des montres anglaises, par exemple – qui ont éveillé une véritable engouement en Chine parmi les Chinois à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Déjà à cette période, ces produits étaient faits à travers un modèle de main d'œuvre intensive, popularisant des biens de consommation non seulement en Chine, mais aussi dans de nombreux pays qui faisaient partie du Système de Canton. La production de ces copies n'était pas considérée comme une activité illégale ou marginale, mais plutôt comme une facette extrêmement importante de l'économie, non seulement parce qu'elle jouait un rôle de substitution des importations et de l'accroissement de l'industrie nationale, mais aussi parce que le sens culturellement construit autour des notions de copie et d'imitation avait une valeur positive, si elle est comparée à l'occident dans l'actualité.

Au XXe siècle, le Système de Canton et le système de production de copies et d'autres produits de consommation de masse s'est achevé. Alors que la Chine était fermée au monde pendant les années maoïstes, le système mondial capitaliste s'étendait aux pays asiatiques, transférant fabriques et technologies à des pays comme le Japon dans les années 50/60 et Hong Kong, la Corée du Sud et Taïwan dans les années 70/80 en échange de main d'œuvre bon marché (Gereffi, 1999).

En 1957, l'île de Taïwan, opposée à la révolution de Mao, consolida des accords diplomatiques avec le Paraguay, qui reconnaissait l'île comme pays souverain pour des raisons pragmatiques. De tels accords servaient, en réalité, à faciliter la migration. L'inauguration du Pont de l'Amitié en 1975 – qui unit la ville brésilienne de Foz de Iguaçu à la ville paraguayenne Ciudad del Este – a constitué un repère dans l'attraction de commerçants, puisqu'il y avait là un chemin ouvert en pleine frontière internationale. Face à cette opportunité prometteuse, la ville reçut un flux migratoire intense de Taïwan, qui vivait le paroxysme de la production de marchandises dont le prix était basé sur la main d'œuvre intensive et bon marché. Ainsi, à partir des années 1970 avec les immigrants d'autres nationalités, un des plus grands centres du monde de commercialisation de petits biens, copies et camelotes, s'est mis en place sous le sceau *Made in Taïwan*.

Au début des années 1980, le gouvernement chinois commença à mettre en place les réformes annonçant l'ouverture économique, rétablissant les liens avec Taïwan. La perspective de développement se réalise alors à travers la maximisation des anciennes qualités marchandes du Delta du fleuve perle et du Système de Canton. On ouvre des zones, des villes, des côtes entières, qui commencent à être considérées comme spéciales pour la production et pour l'exportation. On stimule l'industrie locale, qui recouvre son savoir-faire surtout pour la production de copies et de camelotes ménagères. Selon le modèle du Japon, de Hong Kong et de Taïwan, le prix bon marché était le fruit du modèle de production de masse, basé sur le travail intensif et informel, qui se posait comme une alternative visant à remédier à la misère de la campagne.

En vertu de ce cadre, des millions de Chinois, venant surtout de zones rurales, se dirigèrent à Guangdong pendant la réforme. En parallèle, de nombreux Cantonais émigrèrent du pays, formant une des plus récentes vagues de la diaspora chinoise, dans le but de commercialiser, à travers le monde, ce que le pays commençait à produire en abondance : copies, camelotes d'autres produits à un prix hors concurrence. Dans ce contexte, à partir des années 1980, les Cantonais se sont dirigés à Ciudad del Este, au Paraguay, et se sont mis avec les Taïwanais, formant ainsi une communauté chinoise spécialisée dans le commerce de produits chinois bon marché et fournissant des biens de masse pour une grande partie de l'Amérique du Sud. Le *made in Taiwan* céda la place au *made in China*.

Au Brésil, dans les années 1980 et 1990, ce commerce frontalier apparût comme une opportunité de travail pour des centaines de milliers de personnes, en plein contexte de restructuration de la démocratie brésilienne, et, par la suite, d'ouverture économique du pays. Des marchés informels *made in China* se multiplièrent dans le pays entier lorsque les commerçants commencèrent à faire des voyages hebdomadaires pour chercher les grandes nouveautés qui apparaissaient dans le pays. Des marchandises de tous les jours, électroniques, cosmétiques, objets de décoration, etc. pouvaient, pour la première fois, être acquises à un prix accessibles à de nombreuses couches sociales, tout particulièrement les couches moyennes et basses.

L'apparition de marchandises *made in China*, conduisit à de grands changements dans les marchés populaires brésiliens. Jusqu'alors, le commerce de rue des grandes villes vendait des bagatelles, de l'artisanat, des fruits et du poisson. La genèse de ces marchés se trouve dans l'exode rural d'esclaves libérés, paysans et autres groupes moins privilégiés (Kovarick, 1975, 2001; Oliveira, 2003, Pesavento, 1991, 1992; Silva, 1971). Toutefois, cette activité économique, même si elle était essentielle pour une partie de la population qui n'avait pas sa part du gâteau dans la richesse nationale, fût toujours classée comme une bulle extérieure au développement et, de ce fait, une cible des politiques modernisatrices et hygiénistes. Les biens *made in China* donnèrent aux marchés informels des proportions inédites dans le tissu urbain des grandes villes et en changèrent les caractéristiques : des bagatelles locales, on passa à la manufacture mondialisée.

Au centre de Porto Alegre en particulier, les vendeurs de rue commencèrent à vendre des marchandises *made in China* à partir des années 1980, quand les camelots allèrent au Paraguay, pour se fournir dans les magasins chinois. Jusqu'à 2009, dans le centre-ville, il existait un "camelodrome" réglementé par le pouvoir local, avec 420 vendeurs enregistrés, mais non formalisés, et d'autres, illégaux, qui mouvementaient des centaines, voire des milliers de vendeurs autour du "camelodrome" principal. Pendant longtemps, cela fût le principal moyen de populariser des produits de consommation de masse pour une grande partie des couches populaires et moyennes de la ville.

Cependant, sous les pressions internationales, fruit de la restructuration du marché mondial post ADPIC, le Brésil, craignant de subir des sanctions du système économique dominant et cherchant à se positionner en tant que pays industrialisé émergent sur la scène internationale, commença à se positionner fermement contre l'informalité, la piraterie, la contrebande et le dérèglement, surtout à partir des premières années du XXI^e siècle. Le discours sur le caractère délictuel des marchés

made in China devint souverain grâce au moyen de communication et toutes les activités liées à ce circuit commencèrent à être vues comme illégales et illicites.

Depuis 2003, des actions gouvernementales cherchent à combattre fortement ce commerce, en déstructurant le commerce frontalier. À Porto Alegre, le “camelodrome” de rue a été déplacé vers un centre commercial populaire, dans une tentative de formaliser et de contrôler les pratiques économiques des camelots, qui aujourd’hui sont poussés à se comporter comme des chefs d’entreprise. Cet ensemble d’événements n’implique pas la fin du circuit global populaire qui unit le Brésil et la Chine, mais il implique un ample processus d’adaptation, de restructuration et de changements de flux.

Le Brésil et la Chine dans le contexte post ADPIC

Le XXI^e siècle est caractérisé par de grandes transformations mondiales, qui mettent en avant une structure de pouvoir plus équilibrée dans le système international. C’est le résultat de la croissance de pays émergents comme la Chine et Le Brésil, qui sont respectivement la deuxième et la sixième puissances économiques du monde actuellement, et qui ont intégré ensemble le groupe des BRICS. En 1995 et en 2001, respectivement, le Brésil et la Chine sont devenus membres de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) et signataire de l’accord de l’ADPIC (*Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce*). L’ère Post ADPIC est caractérisée par une restructuration du marché mondial, rendant plus puissantes les nations hégémoniques qui exercent une pression d’encadrement sur les politiques internes des pays en développement.

Dans les années 2000, craignant de subir des sanctions du système économique dominant et cherchant à se positionner comme un acteur émergeant sur la scène internationale, le Brésil a adopté des mesures fermes contre l’informalité, la piraterie et la contrebande. Après avoir été placé dans la “liste prioritaire d’attention” du rapport annuel “Spécial 301”¹ préparé par le bureau du représentant américain au commerce (*United States Trade Representative* - USTR) – le gouvernement brésilien a investi des millions dans la répression contre la piraterie. Les débats sur la nature délictuelle des marchés *made in China* ont gagné une place de choix dans les médias nationaux. En conséquence, toutes les activités tournant autour de ce circuit ont commencé à être cernées non seulement comme illégales et illicites, mais surtout comme délictuelles. Depuis 2003, les actions du gouvernement brésilien cherchent à combattre ce commerce, tout particulièrement au moyen d’un renfort du contrôle à la frontière Brésil/Paraguay (Pinheiro-Machado, 2011). De plus, le Conseil national de combat contre la piraterie (CNCP), lié au ministère de la justice, a été créé, il a élaboré 99 actions contre la piraterie (MPEE 2011).

¹ Selon ce rapport, les pays d’attention prioritaire subissent une série de coupes commerciales, comme l’exclusion du Système généralisé de préférences. Comme il l’est expliqué sur la page officielle de l’organe ; “Under Section 301 of the amended Trade Act of 1974 the USTR must by April 30th of each year: “identify (1) those foreign countries that (A) deny adequate and effective protection of intellectual property rights, or (B) deny fair and equitable markets access to United States persons that rely upon intellectual property protection, and (2) those foreign countries identified under paragraph (1) that are determined by the Trade Representative to be priority foreign countries”

En suivant cette tendance, à Porto Alegre, comme nous l'avons déjà mentionné, l'ancien "camelodrome" de rue a été transféré vers un espace fermé (appelé "centre commercial populaire"), dans une tentative de régulariser et de contrôler les pratiques économiques des commerçants, qui sont maintenant poussés à se comporter comme des vendeurs et chefs d'entreprise formels, recevant du crédit de diverses institutions privées et publiques (Pinheiro-Machado 2011; Scalco 2010). Tous ces efforts ont été reconnus par l'USTR, et le Brésil a quitté la liste prioritaire (MPEE 2011)², suscitant ainsi les éloges de Ron Kirk, alors représentant de l'USTR.

En Chine, la répression contre la piraterie et les marchés associés à cette pratique est plus récente qu'au Brésil. Selon l'USTR, la Chine est dans la liste d'observation prioritaire depuis une décennie, et fait partie d'un programme d'accompagnement spécial depuis les années 1990. Le vice-ministre du commerce chinois, Chong Quan, a réagi à ces mesures en déclarant que les pays développés devraient aider les pays en développement à relever les défis de la protection des droits de propriété intellectuelle et revoir leur approche punitive³. Comparés au Brésil, les efforts chinois pour sortir de la liste sont moins persistants. Quelques frappes dans des marchés touristiques ont été menées par la police, surtout dans les villes principales, comme à Beijing (dans le célèbre Marché de la Soie)⁴ et à Shanghai. En 2008, un renforcement du régime de propriété intellectuelle a eu lieu pendant les Jeux Olympiques. Même s'il existe quelques campagnes publicitaires officielles contre la piraterie, alliées à des frappes stratégiques dans des centres de vente de copies pour touristes, il est important de souligner que peu de choses qui atteignent vraiment les racines de ce système ont été faites. Le contrôle sur les fabriques de ces produits est petit, justement parce que, comme je l'ai déjà argumenté dans des travaux précédents (Pinheiro-Machado, 2008, 2011), le système productif de copies fonctionne par le biais d'un système économique formel et légalisé au sein du pays, dès lors que les établissements sont enregistrés comme producteur d'un produit commercialisable (licite) quelconque.

Les infimes efforts chinois contre la piraterie sont en lien direct avec deux phénomènes interdépendants. En premier lieu, cette industrie fournit des ressources pour la croissance rapide de l'économie basée sur un modèle exportateur. En second lieu, selon les arguments de Alford (1995), la notion de droits de propriété intellectuelle est un phénomène récent dans l'histoire chinoise, qui a été renforcée à l'ère post-Mao au vu de ses relations (tendues) extérieures avec les Etats-Unis.

Toutefois, le degré d'adhésion aux accords ADPIC et au rapport Spécial 301 n'est pas uniforme car cette politique est en relation directe avec l'entendement national à propos du rôle des copies et de l'économie informelle. Un tel entendement se base sur le processus historique de chaque pays et sur ses acceptions culturelles. C'est-à-dire, "bien qu'il y ait aujourd'hui un ensemble global modélisé de Propriété Intellectuelle qui protège les pays orientés par le marché, le développement de cette politique ne suit pas un cheminement linéaire et progressif vers l'homogénéisation" (Vann, 2006, p.289).

² Une analyse détaillée de cette situation peut être trouvée dans le Rapport Media Piracy In Emerging Countries, 2010. Disponible sur: <http://piracy.ssrc.org/>

³ Source: China.org.cn May 2012

⁴ Source: Xinhua. Disponible sur: http://news.xinhuanet.com/english/china/201112/23/c_122476155.htm

Le Brésil et la Chine, malgré leur rattachement au même circuit de marchandises, divergent sur leur stratégie interne concernant ce marché, cela est dû à leur parcours historiques distincts. Actuellement, le marché de copies occupe un rôle central dans le modèle de développement de chacun de ces pays. Dans la rhétorique officielle brésilienne, il s'agit d'un ennemi de l'État : une maladie endémique qui rappelle un passé de sous-développement que l'on veut oublier. En Chine, au contraire, la production de copies est une alliée à son essor de développement. C'est cet argument qui sera travaillé dans les deux prochaines sessions.

La Chine : l'informalité comme développement

Selon Dikotter (2007), au XIXe siècle, l'imitation n'avait pas un sens négatif en Chine. Le marché des copies a un lien historique fort avec le gouvernement, qui le considère comme une source de développement de l'art et de l'économie. Depuis la Dynastie Tang (quand l'imprimerie fût inventée) jusqu'à présent, les copies ont joué un rôle fondamental dans de nombreux secteurs.

Culturellement, la notion chinoise de propriété intellectuelle et de droits d'auteur est très singulière pour plusieurs raisons. Copier est un moyen d'apprentissage. Selon la pensée de Confucius, imiter est un mécanisme à travers lequel on appréhende la tradition et la bienveillance. Les bons et anciens modèles doivent être incorporés et répétés car ils sont une source d'autorité. Cela doit être fait au moyen de rituels qui vénèrent le passé (Granet 2004; Xia 2000). Devant un tel système de pensée, les lois sont peu incitatives si on les compare aux influences du passé. (Alford, 1995). Tout au long de l'histoire de la Chine, le processus subjectif d'incorporation de règles a pour résultat un système juridique fragile. Si l'humanité est bienveillante, comme le suggère Confucius, les lois sont inutiles. L'action humaine doit suivre les bons modèles (Starr 2010), dès lors que les bons exemples sont plus clairs que les lois. C'est pourquoi certains penseurs chinois argumentent que les normes sont introspectives et de ce fait, les lois écrites sont peu efficaces (Qi 2005 ; Xia, 2000).

En observant l'histoire de la Chine, certains événements, qui nous montrent l'absence de droits de propriété intellectuelle, nous aident à comprendre le rôle des copies pour l'État. Pendant la Dynastie Song (de 960 à 1279), l'empereur Huizong poussait les fonctionnaires à copier ses propres tableaux, car c'était une forme de prestige et d'hommage à son œuvre (Gascoigne, 2010). Pendant l'ère Ming (1368 et 1644), les auteurs de romans en images rencontrent un système généralisé de copies entre les auteurs qui les obligeaient à innover constamment (Ebrey, 2008). Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, le gouvernement lança une vaste campagne pour le renforcement de l'industrie nationale qui s'appuyait fortement sur la production de copies en masse des produits européens (Dikotter, 2007).

Quand la Chine s'ouvre au monde, en 1979, elle stimule certaines activités économiques, considérées comme capables de développer le pays rapidement : production de copies, production de masse, travail intensif – ce qui, d'une certaine forme, représenta un choc pour le monde occidental. "Faire de l'argent", à partir de la nouvelle idée nationale dictée par Deng Xiaoping, selon laquelle "être riche est glorieux", est devenu l'emblème d'une culture d'entrepreneuriat fortement véhiculée dans les contextes urbains. Un pacte social tacite se mit en place, selon lequel il fallait

tout d'abord s'accroître et générer des emplois pour améliorer ensuite les conditions de travail et la qualité de l'industrie nationale.

Des milliers de petites fabriques furent ouvertes, tout spécialement dans la province de Guangdong. La plupart avec le même système de travail : elles offraient le salaire minimum, le coucher et les repas aux employés en échange d'un travail quasi ininterrompu face à des machines qui copiaient des modèles pré-établis. Environ 200 millions d'emplois furent créés dans des fabriques, et rassemblèrent les populations rurales, jugés instables (*Harvey, 2008; Li Zhang, 2001; Pun, 2003, 2005; Solinger, 1999*). Les grands médias des pays européens, des États-Unis et du Brésil décrivirent ce processus avec étonnement, parfois dégoût et produisirent des articles successifs qui dénoncèrent l'excès d'activités informelles utilisées dans le processus d'accélération de l'industrie nationale, tout comme le caractère délictuel et illicite des marchandises produites⁵.

Ce que j'ai trouvé dans l'enquête de terrain à Shenzhen fût, avant tout, une vision très différente de leur propre condition. Mon enquête ethnographique fût réalisée avec de petits et moyens entrepreneurs, propriétaires de fabriques et employés de magasins qui vendaient des copies de produits de marque. J'ai également interviewé quelques journalistes et professeurs universitaires et j'ai réalisé quotidiennement le catalogage des informations sur le thème, dans les médias locaux et nationaux. Dans ce contexte de recherche, le mot piraterie était peu mentionné et la question des copies était vue comme une question importante pour le pays mais non comme une activité illégale ou délictuelle. Les informateurs se réfèrent à ce type de marchandise avec le terme "falsification" et il n'était pas rare qu'ils trouvent cette expression amusante.

En me basant sur mon bagage brésilien et occidental pré-fixé, je commençais généralement mes questions en imposant la "piraterie" comme catégorie à mes informateurs : "Que pensez-vous de la piraterie ?" Impatiente d'entendre la réponse, je me sentais frustrée devant la réaction de mes informateurs. Quelques-uns d'entre eux me regardaient avec une expression d'incompréhension quant au sens de ma question. D'autres, en revanche, parlaient de ce sujet avec beaucoup d'aisance. Le naturel avec lequel ils me répondaient contrastait avec l'extrême prudence avec laquelle je formulais la question, comme si j'étais en train de les interroger sur une activité délictuelle. Peu à peu, je compris que la seule personne qui se sentait mal à l'aise avec le terme piraterie, c'était moi.

Bien que beaucoup d'informateurs reconnaissent l'existence du processus d'exploitation humaine dans ce circuit de production, ils disaient avec fierté qu'une croissance si rapide n'aurait pu être possible au sein d'un système travailliste et tributaire strictement formel tel qu'on l'idéalise en occident. Le bas prix ne se maintient que dans ces conditions. Cela justifie pourquoi j'ai rencontré tant d'informateurs qui voyaient cette facette de l'économie comme quelque chose de nécessaire, voire positif. Les copies étaient vues comme un problème des *autres*, à savoir, des nord américains.

⁵ Par exemple: la BBC dénonce des sweatshops em Chine (Juillet 2002) Disponible sur: http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/from_our_own_correspondent/2139401.stm

De la même forme, l'éditorial du journal The New York Times (Juillet 2010), disponible sur : <http://www.nytimes.com/2010/07/06/opinion/06tue2.html>

Un informateur – Shang, entrepreneur de 36 ans qui importe du vin du Canada pour Shenshen, a utilisé la célèbre phrase de Deng Xiaoping “ Peu importe si le chat est blanc ou noir s’il mord les souris” pour expliquer le boom de la Chine. Quand je lui ai posé la question de la piraterie, il m’a retourné la question : “*Quelle est la manière la plus rapide de s’agrandir? Quelle est la voie la plus rapide pour générer des emplois?*” Pour lui, le marché des copies est le chat noir que personne ne trouve beau mais qui a, au final, la même efficacité que le chat blanc. Il explique ainsi :

Le marché des copies est un problème pour les autres pays mais pas pour la Chine. Tous les pays veulent venir en Chine, tirer profit de nos avantages et de nos prix, mais ne veulent pas avoir à assumer les conséquences. Être en Chine, c’est être sujet aux risques. Si on n’aime pas ça, alors on s’en va...

Mon expérience quotidienne au centre commercial Luohu à Shenzhen me montrait plusieurs clés d’interprétation pour une compréhension du rôle des copies en Chine. Il s’agit d’un centre commercial connu, de sept étages, avec une grande variété de copies bon marché de marques connues de montres, de vêtements, de chaussures, d’électroniques, de sac, etc. Le bâtiment se situe précisément à côté de la douane et de la police fédérale chinoise, car il est près de la frontière entre Shenzhen et Hong Kong. Les deux bâtiments (celui du centre commercial et celui des autorités) sont reliés entre eux et il est habituel d’observer les fonctionnaires douaniers et d’autres autorités circuler dans le centre commercial sans que cela ne cause la moindre gêne aux vendeurs.

À Luohu, je suivais quotidiennement la routine des ventes. Un des phénomènes qui retenait mon attention portait sur les différences entre les consommateurs chinois et étrangers. Alors que les étrangers montraient leurs courses à leurs compagnons en exhibant leur habileté à avoir acheté une réplique parfaite d’une montre Rolex [en la montrant à son poignet] à un prix très bas, les natifs, normalement, sortaient du magasin en disant “j’ai acheté une Rolex”. Un informateur, propriétaire d’une fabrique de jouets, m’expliqua son point de vue sur la montre Rolex : “Les occidentaux pensent que cette Rolex [en montrant son poignet] n’est pas une Rolex car c’est une copie. Pour nous, c’est une Rolex, elle est réelle. La marque est ici. La différence est l’origine car elle est faite en Chine et pour nous, c’est encore mieux car cela aide l’industrie nationale”.

Les informateurs montraient leur préoccupation à propos des intérêts nationaux, concevant les droits de propriété intellectuelle comme le problème des autres. Au final, comme il en a déjà été fait mention, le discours public négatif sur les copies est encore très récent dans les médias officiels, C’est pourquoi ce discours ne s’est pas encore généralisé à travers la population.

De cette forme, nous trouvons en Chine un système de légitimation sociale sur le marché des copies et sur ses relations de travail. Ce qui rend propice un cadre dans lequel les liens entre autorités et entrepreneurs de ce segment économique sont forts, engagés dans le même projet de développement qui n’est pas nécessairement lié aux idéaux de rationalisation des pratiques économiques construits en Occident, mais qui est avant tout lié aux règles locales de relations sociales et de culture du bien-être.

Depuis au moins les travaux classiques de la première moitié du XXe siècle de Max Weber (1968) et de Fei Xiatong (1980), une vaste littérature chinoise et étrangère,

montre que l'art de cultiver les relations sociales est central dans la société chinoise. À partir de la deuxième moitié du XXe siècle, tout particulièrement, l'importance des relations sociales - *guanxi* (关系) est devenue une catégorie souveraine dans la vie sociale, économique et principalement politique (Gold 1985; Gold et al. 2002; Hwang 1987; Jacobs 1979; Kipnis 1996, e 1997; Smart 1993, 2002; Wank 1996, 2000; Yan 1996). Après l'ouverture économique, est débattue l'importance de cultiver le *guanxi* pour arriver à pénétrer le monde des affaires. Ce phénomène fût appelé *guanxixue*, ce qui signifie guanxilogie. C'est-à-dire qu'il s'agit de la sagesse acquise pour avoir et maintenir de bonnes relations avec des personnes de pouvoir, en vue d'obtenir des bénéfices. Cependant, ce qui, à première vue pourrait être classé comme une simple forme de corruption, est, pour les Chinois, un système strict de bienséance, basé sur des sentiments, de l'affection, des intérêts, de l'honneur, de l'harmonie et de l'équilibre. On peut penser qu'il doit exister une base dans le passé pour la formation d'une relation (lieu d'origine, famille, lieu de travail et d'étude) et cette base peut générer une destinée partagée au long d'une vie.. *Guanxixue*, c'est l'art de cultiver les liens particularistes à travers des attitudes et des dons de cadeaux. (Yang, 1994)

Quand ce système de dons est transposé dans le circuit des affaires, il finit par générer une intersection profonde entre État et marché, vie publique et vie privée. Selon les cérémonies du *guanxi* et leurs règles de bienséance complexes, la circulation de cadeaux entre autorités et entrepreneurs n'est pas vue comme un pot-de-vin, dans la mesure où les échanges se déroulent sur le long terme, mettant les intérêts au même niveau que les sentiments dans la relation établie. Il est important de souligner pour le lecteur brésilien que, si le *guanxi* possède diverses similitudes avec le "jeitinho" et le système de faveurs, il s'agit ici d'une activité sans parallèle avec le Brésil, de par son intensité, son niveau de conscience et sa généralisation dans la société chinoise. Ceci dit, on ne nie pas le fait que la société brésilienne fonctionne dans l'histoire aussi par le biais de relations personnelles, de faveurs et de négociations face-à-face, dans les brèches de l'État. Cependant, cela se passe au Brésil de forme diffuse et fluide, à l'inverse du système chinois rigide dans lequel les destinées des personnes sont unies pour toute la vie au nom du principe millénaire de loyauté confucianiste⁶.

Dans mon étude ethnographique réalisée à Shenshen, j'ai suivi de nombreux événements de sociabilité ludiques, comme des banquets et des karaokés, qui se déroulaient entre des agents de l'État et des entrepreneurs, dans lesquels il y avait une circularité d'échanges matériels (boissons, thés, cigarettes) et immatériels (facilitation bureaucratique). À ces occasions, il était possible de percevoir un changement dans la relation de pouvoir entre ces acteurs. Si, au temps de la Révolution culturelle, c'étaient les autorités qui distribuaient des biens de luxe (comme des cigarettes et du cognac) en échange d'une bonne productivité dans les communes (Gold, 1985; Oi 1985), aujourd'hui, ils distribuent du pouvoir symbolique en échange de biens de luxe.

⁶ Il ne s'agit pas d'une vision essentialiste. Les lecteurs brésiliens, au premier abord, ont tendance à croire que le système de lois chinois est similaire au système brésilien. Il existe des faits historiques qui sont des exemples de la rigidité et de l'institutionnalisation de ce système. Ainsi, au long du millénaire, l'État chinois a pratiqué la peine de mort non seulement pour les criminels mais aussi pour neuf membres de ses réseaux de relations sociales. Les exemples sont nombreux et la littérature est très proluxe sur ce sujet comme on l'a dit dans le corps du texte.

Lors d'un banquet auquel j'ai participé, un policier, qui venait de gagner un service à thé rare d'un entrepreneur, disait au donneur qu'il était en train de faire accélérer, parmi ses pairs du parti, le processus de régularisation d'une de ses fabriques. Une situation bien familière au Brésiliens, hormis le fait que cette situation n'engendrait aucune gêne. Au contraire, ils m'ont demandé de photographier l'événement et l'échange de cadeaux. La carrière du policier avait bénéficié de l'aide du père de mon informatrice clé, général de l'armée chinoise. Il aidait maintenant quelques entrepreneurs avec lesquels il avait un "*guanxi*- base", ce qui signifie que la nature du lien était formé par les racines territoriales. L'événement illustre la thèse de Nee (1989, 1992) à propos des relations de pouvoir entre ces deux axes (marché et État) qui se sont déverticalisées à l'ère post Mao et qui sont devenues plus symétriques.

Ce modèle qui unit des acteurs économiques et des agents de l'État via le *guanxi* s'est renforcé avec le communisme – apparaissant sous le concept de "deuxième économie" – et a développé une nouvelle facette à l'époque actuelle. Bien que les théoriciens de transition (Nee, 1989, 1992) défendent l'idée que les "liens forts" (Granovetter, 1972) vont disparaître avec la rationalisation de l'économie de marché, d'autres auteurs argumentent que le *guanxi* est plus important que jamais. Mon argument suit ce second positionnement, car je crois que, actuellement, autorités et entrepreneurs sont engagés dans un même modèle de développement national. Le rôle du gouvernement chinois, de son côté, est beaucoup plus en faveur d'une légitimation du système que d'un contrôle. En conséquence, la production de copies, le maintien du travail intensif et les autres formes de flexibilisation de la norme sont passibles de tolérance – situation opposée au cas brésilien où, pour si répandues que soient ces pratiques, la rhétorique officielle maintient une charge moralisante contre ces dernières, générant un système basé sur la répression policière (Pires, 2011).

Le Brésil : informalité comme marginalité

Au long des décennies, une forte charge morale s'est construite sur le commerce populaire et le marché informel. Les racines de ce processus sont anciennes et renvoient à la construction historique qui a rattaché l'informalité à la marginalité en Amérique latine.

En se basant sur les concepts occidentaux de rationalité des pratiques économiques, la conception de modernité brésilienne a pendant longtemps appréhendé l'économie informelle, comme étant un reste d'archaïsme, et en conséquence, comme étant un facteur de retard dans le développement national. Dans cette perspective, le développement passerait nécessairement par un principe de formalisation et de moralisation de certaines pratiques – qu'on retrouve dans les politiques d'hygiénisation urbaine du XIX et XXe siècles (cf. Borba, 1993; Carvalho, 1999; Franco, 1998; Monteiro, 1992, 1995; Pesavento, 1991, 1992) jusqu'aux récentes actions de combats contre la contrebande, la piraterie et les marchés populaires (Pinheiro-Machado, 2011; Pires, 2011).

Au XIXe siècle, les anciens esclaves ont occupé les espaces publics urbains, cherchant un endroit pour développer des pratiques économiques et culturelles (Kovarick, 1994; Murilo de Carvalho, 1999); au XXe siècle, se rajoutent à ce contingent

les immigrants ruraux qui cherchent dans la ville des opportunités pour l'amélioration de leur vie (Durhan, 1973). Quand ils ne sont pas absorbés par le marché du travail formel, ces groupes ont eu un rôle dans des activités telles que vendeurs ambulants, hommes à tout faire, etc. Au lieu de les voir comme faisant partie d'un processus historique excluante qui était incapable de promouvoir des politiques publiques d'intégration, cette tranche de la population brésilienne a commencé à être considérée comme la "marginalité urbaine". Cette acception de terme renvoyant à quelque chose qui est "en dehors" et "à part" et représentant un imaginaire qui porte sur deux "Brésil" : l'un pauvre, rétrograde avec des technologies artisanales et basé sur des relations personnelles; l'autre riche, moderne, industrialisé et basé sur des relations impersonnelles. Ce qui a généré une simplification statique d'une réalité complexe et dynamique dans laquelle le sous-développement est compris comme une survivance du passé (Durhan, 1973).

À partir des années 1970, les sciences sociales brésiliennes ont commencé à émettre une critique "à la raison dualiste", qui divisait l'économie en pôles opposés, entre le formel et l'informel, le légal et l'illégal; montrant que les signes de sous-développement du pays n'était pas une "chose" en dehors de la modernisation. À l'opposé des principes en vigueur, l'anthropologie et la sociologie cherchaient à montrer que l'évolution capitaliste avait besoin du sous-développement, dans une relation où la pauvreté était un pôle indispensable pour faire augmenter la richesse. Des auteurs comme Oliveira (2003), Kovarick (1975, 1994), Machado da Silva (1971), Oliven (1980), entre autres, eurent une grande importance dans la réflexion concernant la "marginalité". Ils montraient qu'elle était une conséquence des propres transformations du capitalisme excluante, et que, de plus, le travail informel promouvait la circulation de revenus dans des secteurs populaires de la société, réalimentant ainsi l'économie.

Des théoriciens latino-américains ont non seulement absorbé le concept d'économie informelle (qui présuppose que toute économie doit être formelle), mais l'ont aussi critiqué à des moments opportuns, en démontrant qu'il s'agissait d'une notion précaire qui, même si elle cherchait à rendre compte d'une réalité économique propre au sud du continent, était biaisée par les principes d'une économie néoclassique qui a séparé la sphère publique de la sphère privée, l'émotion de la raison, l'intérêt du sentiment, concevant les pratiques économiques au moyen d'idéaux types qui sont censés aller dans le sens de la rationalisation et de l'impersonnalité. Toutefois, malgré les critiques à la raison dualiste qui soulignent l'interpénétration du légal et de l'illégal, les sciences sociales brésiliennes ont beaucoup de mal à opérer sans ces catégories, ne serait-ce que pour les questionner.

Actuellement, les questions faites au champ académique sont de plus en plus complexes. En somme, nous ne sommes pas seulement devant un marché local populaire qu'il faut éloigner des rues car elles devraient être propres pour les passants, mais aussi en face d'un marché informel, mondialisé et interconnecté. C'est pourquoi Ribeiro (2010) propose que l'anthropologie laisse de côté la notion d'économie informelle, pour qu'on observe les pratiques de l'économie non hégémoniques comme appartenantes à un mouvement de mondialisation populaire. Aujourd'hui, les ethnographies sur les "camelodromes", par exemple, non seulement continuent de montrer la rationalité de leurs échanges économiques et la relation de réalimentation entre le légal et l'illégal, mais doivent aussi rendre opérationnelle la variable internationale qui porte sur un flux transnational de personnes et de biens (Mafra, 2005;

Pinheiro-Machado, 2005; Pires, 2006, 2011; Piza, 2011; Rabossi, 2001, 2004; Silva, 2007).

De la sorte, depuis la fin des années 1970, ce débat est formulé et reformulé au sein des sciences sociales brésiliennes. Ceci car, bien qu'il n'y ait pas de doutes à propos de l'existence de frontières poreuses entre le légal et l'illégal, les pratiques et les discours politiques de l'État brésilien tendent à reproduire ce dualisme. Sur la scène brésilienne, il existe un effort permanent, dans le discours officiel, pour combattre la piraterie, l'informalité et la contrebande. Ces catégories sont traitées comme des obstacles au développement national – tout particulièrement dans un contexte international dans lequel le pays cherche à se positionner comme un acteur émergent dans les relations internationales. Dans ce sens, suivre les directrices de l'OMC, surtout à travers l'accord ADPIC, devient une tâche mandataire.

Ainsi, pendant de nombreuses années, les sujets qui travaillent dans certaines activités non régulées par l'État, ou partiellement régulées, comme les "camelodromes", sont vus comme occupant une position à la marge de la légalité et du développement. Bien que les produits *made in China* soient généralement consommés par la population brésilienne et que cette activité fasse bouger une parcelle significative et importante de l'économie nationale (camelots et marchands ambulants), la criminalisation du discours public sur ces sujets, ces pratiques (le commerce informel) et ces marchandises (piraterie et copies non autorisées) est forte. L'informalité et la piraterie se sont ainsi transformées en un binôme diffus de l'illégalité, sans grands éclaircissements sur la signification de chacune de ces catégories pour le sens commun.

De fait, les marchés de rue sont historiquement considérés comme marginaux, ce que la littérature sociologique essayait déjà de déconstruire dans les années 1970. Une propagande gouvernementale divulguée dans tous les DVD commercialisés au Brésil est un exemple paradigmatique de ce processus. Elle montre un camelot de films pirates qui n'a pas de quoi rendre la monnaie. Le vendeur demande alors au client s'il peut lui donner en échange des bonbons qui feront office de monnaie. Mais en réalité, il lui donne des balles d'armes à feu. Tout au long de la propagande, le camelot est décrit comme un escroc, traître et rusé. L'annonce, qui renvoie clairement à la piraterie et au trafic de drogues, s'achève avec le message suivant : "l'argent qui circule dans le circuit de la piraterie est le même que celui qui circule dans le crime organisé. La piraterie est un délit"⁷. Malgré le fait qu'il n'y ait aucune preuve d'un lien entre ces deux circuits, les principaux médias les relient constamment comme faisant partie d'une même masse grisâtre délictueuse (MPEE 2011).

En réalité, cette forme d'association n'est absolument pas nouvelle. Dans des documents analysés qui datent de la première moitié du XXe siècle – quand la ville de Porto Alegre rêvait d'être une métropole européenne et civilisée (Pesavento 1991) – j'ai trouvé un discours très semblable au discours contemporain. En 1944, un article de la Revue Globo⁸ (la plus importante à l'époque) publiait : "*où commence et termine le monde : il est difficile de gagner sa vie dans le sous monde des rues*". Une décennie

⁷ Pour voir la propagande: <http://www.youtube.com/watch?v=uRob2dMTyCk>

⁸ J'ai fait des recherches dans les archives de la Revue de Globo entre les décennies 1920 et 1960 dans le fonds de la base de données d'images et d'effets visuels de UFRGS.

plus tard, la même revue apportait la nouvelle suivante : *“Le commerce ambulante, pittoresque et abusif : [...] Ce qu’on ne peut pas accepter, c’est qu’il existe de forme désorganisée, occupant totalement les trottoirs, avec des cris stridents, formant un supermarché sur les voies publiques”*. Au début des années 2000, quand je réalisais l’ethnographie dans le “camelodrome”, le discours médiatique que je trouvais dans les journaux locaux ressemblait beaucoup à celui de la première moitié du siècle, y compris le ton d’épouvante à propos de ce qui se passait sur le tissu public urbain, comme si l’on faisait l’annonce d’un phénomène nouveau.

En 2001, l’éditorial du journal local *Correio do Povo*, de grande distribution locale, publiait le texte suivant : *“La dégénérescence du Centre : Il est inadmissible qu’on ne puisse plus circuler dans le centre[...] La zone est désordonnée et occupée par les camelots”*. En réalité, un phénomène nouveau fait son apparition dans le discours des années 2000. Si, pendant le XXe siècle, les marchés de rue étaient juste conçus comme une masse marginale qui incommodait les classes moyennes dans leur rêve de vivre une ville “civilisée”, le début du XXIe siècle ne condamne plus seulement le “désordre”, mais l’associe aussi au crime. C’est pourquoi la condamnation de certains groupes urbains et de leurs pratiques économiques est une construction historique récente dans laquelle l’ancienne notion de marginalité gagne du poids avec les pressions internationales sur la propriété intellectuelle. Au Brésil, de telles pressions vont dans le sens d’un processus de stigmatisation des activités urbaines informelles⁹.

Dans d’autres travaux (Pinheiro-Machado 2008), j’ai cherché à montrer que, bien qu’il existe cette vision négative sur ces activités, la logistique de ce marché est d’une grande importance économique pour le secteur formel, car il alimente un circuit complexe de centres de distribution d’alimentation, de services et de transport de Porto Alegre vers Ciudad del Este. Cette facette des marchés de rue qui montre la porosité des frontières entre le formel et l’informel, est cependant peu mentionnée dans les médias ou dans le discours officiel public, qui insiste dans sa reproduction de l’ancien argument selon lequel les “camelodromes” sont une expression de déviance sociale, une peste dans le tissu urbain et un obstacle au développement.

Pendant la recherche, je percevais que les vendeurs de rue de Porto Alegre se sentaient en permanence obligés de justifier la moralité de leurs pratiques économiques. Les informateurs disaient toujours à leurs clients qu’ils étaient “propres” et “honnêtes” ; *“je suis honnête, madame. Je veux juste travailler, mais le gouvernement ne veut pas me*

⁹ Quelques articles du début des années 2000 dans la presse locale de Porto Alegre sur le camelodrome (journal *Correio do Povo*) : “Plus de policiers contre les camelots”, “Tension et violences entre les camelots”, “Plus de policiers dans le contrôle fiscal des camelots”, “Comment agit la mafia des camelots de téléphones portables volés”, “Une manifestation de camelots perturbe le centre de la capitale”, “Camelots, policiers et contrôleurs fiscaux vivent des journées de tension”, “La dégradation du centre”, “Les problèmes de la ville – Éditorial”, “Nouveaux troubles impliquant les camelots du centre”, “Le SMIC appréhende des produits de camelots”, “La police municipale contrôle les camelots”, “Un affrontement avec des camelots blesse cinq contrôleurs fiscaux et un policier”, “Policiers et camelots en bagarre”, “La zone centrale est la scène de nouveaux affrontements”, “Affrontements généralisés sur le marché public”, etc.

laisser”. Ou *“je ne suis pas un voleur, ma marchandise est bonne, Je pense que mon travail est bon pour la société car j’offre des produits moins chers pour les personnes”* – me disait Carminha, mon informatrice clé, aujourd’hui décédée. Un jour, j’ai demandé au mari de cette informatrice pourquoi il passait toujours du parfum devant les clients et il m’a répondu que c’était pour leur montrer qu’ils n’étaient pas “sales”.

Les camelots organisaient leur stand de manière impeccable et cherchaient divers mécanismes informels, basés sur l’honneur et la parole, pour offrir une garantie sur les produits qu’ils vendaient. Généralement, ils concédaient une garantie sur un petit papier découpé et improvisé, sur lequel ils dataient et signaient, en garantissant au client que, s’il se passait quelque chose de fâcheux avec le produit, ils seraient encore là, dans le même stand.

Il y avait un processus de négociation d’auto-image du groupe basé sur un stigmate social du groupe. La forme qu’ils trouvaient pour affirmer leur honnêteté, c’était en reproduisant le discours des médias sur les camelots non régularisés par la mairie qui travaillaient aux alentours. Un ancien camelot me disait sur les contrôleurs fiscaux du gouvernement ; *“Je m’entends très bien avec les contrôleurs fiscaux, nous avons une relation de respect mutuel, le problème, ce n’est pas nous, ce sont les vendeurs non réglementés”*. La phrase que j’ai peut-être le plus entendue dans ce sens est : *“nous travaillons avec de bonnes choses”*. Pour les informateurs, si le journal disait tant de mauvaises choses sur le Centre, cela ne pouvait arriver qu’à cause des autres, et des choses de mauvaise qualité qu’ils vendaient. *“Ils abîment notre image, c’est très triste”* – me disait Monsieur Aníbal (65 ans). De plus, les vendeurs n’admettaient pas que leurs produits étaient des copies.

Pour eux, leurs produits étaient propres car ils les avaient achetés avec des factures dans de grands magasins du Paraguay. Situation complètement différente de celle des informateurs chinois qui avaient pleinement conscience du circuit productif, aussi parce qu’ils se trouvaient très près du système manufacturier. Comme le circuit de production est très étendu, mes informateurs les plus vieux croyaient que les produits de Disney qu’ils vendaient, étaient, de fait, originaux. Les produits falsifiés étaient les produits des vendeurs non réglementés qui n’étaient pas achetés chez les grands grossistes du Paraguay, mais chez les vendeurs ambulants qui ne fournissaient pas de facture. Cette ambiguïté de la condition de camelot et de client devant la facture pourrait être exploitée dans plusieurs couches de significations plus profondes, mais pour notre analyse dans cet article, il suffit de se pencher sur la négociation complexe nécessaire pour rendre positives leurs activités.

Dans une ambiance hostile, les camelots se sentaient “seuls” au monde, non seulement sans légitimité sociale, mais aussi sans appui légal. Cela renforçait l’importance des liens personnels entre certains collègues face à un contexte vu comme extrêmement compétitif – ce qui peut être noté dans l’expression émique du groupe *“loi obirici : chacun pour soi”*. La relation avec l’État était encore plus âpre. Bien que l’informateur ait dit avoir une relation de respect mutuel avec les contrôleurs fiscaux, dans une autre situation, au passage d’une autorité à son stand, il commenta à son collègue : *“bâtard, cocu, fils de pute”*. Dans ce contexte, l’État était aussi vu comme un ennemi : une entité qui entrait en scène seulement pour “sucrer” leur argent en échange d’une permission provisoire et informelle de leurs activités.

Sur cet aspect, nous avons rencontré une grande différence entre le *guanxi* et le « jeitinho » - style brésilien. Sur le terrain analysé à Porto Alegre et sur les routes vers le Paraguay, le « jeitinho » - se manifestait par une négociation tendue, précaire, dure et sans formation d'un lien, ni travail de sociabilité comme nous l'avons observé en Chine. Il est évident que ce travail de cultiver des relations plus permanentes existe aussi au Brésil, tout particulièrement parmi les hautes sphères de la politique nationale et de l'entrepreneuriat appuyant des campagnes électorales. Mais ceci n'est en aucun cas le contexte du marché de la piraterie au Brésil – contre lequel le congrès national agit comme s'il était face à une mafia criminelle. En somme, il existe des relations personnelles très semblables au *guanxi* au Brésil, maintenues entre le gouvernement et le marché, mais dans des secteurs marchands qui échappent à l'objet de cet article.

Dans le langage interne du groupe étudié, la police fédérale était surnommée “le petit moustique” en référence au moustique suceur de sang. À l'inverse de la situation rencontrée en Chine, le contact entre le marché et les agents de l'État brésilien est caractérisé par une forme pragmatique et le contact personnel se donne de forme ressentie par chacune des deux parties. Le pot-de-vin est une activité commune, pacificatrice et facilitatrice du passage de marchandises vers le territoire national. Mais cet échange est marqué d'accusations mutuelles. Ainsi, les agressions physiques et symboliques entre inspecteurs du gouvernement et camelots étaient des situations routinières.

Il est possible de se demander si les différences entre le traitement de la police chinoise par rapport aux agents du marché au Brésil et en Chine ne se passe pas en fonction des classes économiques du groupe étudié. C'est un phénomène qu'on ne peut sans nul doute ignorer : les camelots appartiennent aux secteurs bas de la société brésilienne et subissent toute la charge morale négative de leur condition. Le traitement des autorités brésiliennes pourrait être très différent si elles avaient affaire à des vendeurs de magasin ou des fabricants. Mais ce sur quoi j'ai voulu retenir l'attention dans cet article est la vision du circuit productif comme un tout et, dans ce sens, je crois que ma propre condition de recherche dans ces deux contextes est très révélatrice. Quand je faisais le travail de terrain au Brésil, j'étais habituée à courir des autorités avec les informateurs, à aider à cacher les marchandises, à les aider, de différentes formes à se sortir de cette situation quand “la pluie s'annonçait” (expression émique pour l'arrivée de la police). En revanche, lors de mon premier jour d'ethnographie à Luohu, à la vue des policiers qui s'approchaient près des magasins où les répliques étaient exposées, mon cœur explosa et l'adrénaline de mon corps se prépara à réagir d'une manière ou d'une autre. La réaction corporelle exprimait toute la tension de quelqu'un qui était habitué à une police qui agit à travers des pratiques consistant à « tabasser les voyous » (sur ce thème, cf. Pires 2011). Peu à peu, je m'habituais à la police chinoise qui, tranquillement, saluait les vendeurs chinois et vice-versa. Il n'y avait ni tension, ni peur dans le contexte de la relation de la police chinoise avec les vendeurs populaires. C'est par cette simple perception de la réaction des vendeurs face à la police que nous pouvons trouver quelques-unes des clés interprétatives de la conception du marché des copies pour les différents États dans leur processus de développement

Pendant un épisode en 2004 durant lequel j'ai suivi quelques commerçants qui voyageaient au Paraguay, le bus fût victime d'un vol à main armée réalisé par cinq individus qui nous prirent en otage pendant une heure. Ce qui constituait pour moi une scène d'horreur et un traumatisme psychologique, était, pour mes informateurs, quelque

chose de presque banal. Mais ce qui a surtout retenu mon attention est le fait qu'il ne voulaient pas dénoncer le délit à la police, parce qu'ils considéraient que la police était aussi voleuse que les bandits. Ils me disaient que c'était une question de variation des formes d'extorsion. Une informatrice disait qu'elle trouvait qu'elle n'avait pas le droit de faire une main courante à la police car, dans sa condition de camelot, elle apportait des biens de manière irrégulière pour le pays.

Dans ce contexte, les liens personnels de réciprocité se passent entre pairs – et non entre camelots et autorités locales, comme en Chine – dans un effort pour garantir une certaine sécurité dans tous les domaines de la vie. Au sein de ce circuit, l'échange de faveurs est fondamental : il faut avoir de la monnaie, il faut un collègue pour s'occuper de son stand pendant qu'on va aux toilettes, etc. Avec l'implantation du nouveau centre commercial populaire qui a récemment eu lieu, l'échange informel de faveurs a augmenté au vu des mesures imposées pour la formalisation des affaires. La circulation interne d'appareils pour les cartes de crédit partagés entre de nombreux établissements est un des exemples de reproduction des réseaux internes de réciprocité. Dans d'autres domaines de la vie sociale, j'ai observé des vendeurs qui faisaient des tontines, c'est-à-dire, qui collectaient de l'argent pour payer le traitement du cancer d'une ancienne collègue "qui mourut dans la file d'attente pour recevoir ses soins), ou pour payer les funérailles d'un collègue qui mourut assassiné à coup de couteau en plein camelodrome lors d'un vol qui eût lieu en 1999.

Quand ce cercle du don est rompu entre collègues, une catégorie morale accusatrice, très courante dans la société brésilienne, prend place : celle de "l'ingrat". Le sentiment de non rétribution est profondément ressenti, parce qu'il est vécu dans un contexte où les relations personnelles entre égaux constituent une des uniques formes de soutien des pratiques économiques devant un système social d'accès aux droits sociaux qui leur tourne le dos (comme c'est le cas dans les secteurs populaires de la société brésilienne). L'ingratitude, dans ce contexte, est juste le reflet de l'importance des liens comme forme d'appui, pragmatique et émotionnel, pour le développement d'une activité que, tant l'État que la société, considèrent comme légalement et moralement inférieure.

Réflexion finale

Cet article a cherché à montrer qu'à chacun des bouts du circuit, on a trouvé un pays émergeant dans le système international contemporain, qui cherchait à se positionner stratégiquement sur la scène mondiale. Cela implique l'alignement des politiques internes avec les intérêts des principaux acteurs internationaux non Étatiques. Dans ce contexte, des pays comme le Brésil et la Chine doivent suivre des directrices modélisées, imposées du haut vers le bas, en un incessant combat contre certaines pratiques économiques non hégémoniques, telles que celles qui sont impliquées dans le circuit global de marchandises, précédemment analysé.

Le circuit qui a uni le marché producteur chinois au consommateur brésilien, même s'il possède des racines anciennes dans chacun des deux pays, a été formé récemment et vit son boom avec l'ouverture économique chinoise et les processus migratoires impulsés par ce processus, qui génèrent ainsi de nouveaux flux de mondialisation populaire (Ribeiro, 2010). En se déplaçant vers le Paraguay, les migrants ont uni la Chine au Brésil comme jamais dans l'histoire.

Dans l'objet marchand analysé, la réalité brésilienne aussi bien que la réalité chinoise, mettent en avant, à l'inverse d'un système rationnel d'actions bureaucratiques, un corpus d'actions imparfaites, inachevées, négociées et qui doivent être complétées par des liens personnels face à un processus historique de développement qui n'a pas suivi le modèle européen. La production et la commercialisation de copies, la non réglementation des questions de droit du travail, le non paiement d'impôts et les échanges entre agents de l'État et du marché sont des problématiques qui trouvent écho dans la réalité des deux pays – et ce n'est pas par hasard qu'ils sont unis dans un circuit marchand – et qui appartiennent à leur agenda de développement, exigeant des mesures et des positionnements devant les demandes de l'OMC et d'autres sphères régulatrices du marché hégémonique.

Toutefois, bien que la Chine et le Brésil aient des questions sociales et des agendas politiques similaires dans ce qui se réfère à la tranche de l'économie mise en mouvement par la mondialisation populaire, ces pays, de par leurs traditions légales et culturelles ainsi que leur trajectoire historique distinctes, interprètent différemment des pratiques similaires qui ont lieu

tout au long du circuit en question. À travers la recherche historique et ethnographique, j'ai voulu montrer que, grosso modo, un bout du circuit comprend que la réglementation partielle des conditions de travail et d'impôts existantes dans la production de copies est une part nécessaire, structurante et stratégique de son développement. Cela s'explique non seulement par des raisons culturalistes qui portent sur la tradition confucianiste dans le marché des copies, mais également parce que la Chine, en tant que pays émergeant, est beaucoup plus émergeant que le Brésil, et, en conséquence, réussit à imposer sa position aux grandes organisations internationales. À l'autre bout du circuit, au contraire, on classe cette couche de l'économie populaire comme informelle, illégale, illicite et immorale, on l'interprète comme un résidu de son sous-développement et, par conséquent, on agit à travers la répression policière.

Le début du XXI^e siècle met en avant le renforcement du combat contre la piraterie au niveau mondial. Dans ce contexte, le Brésil et la Chine seront profondément affectés par l'exigence de changements des politiques internes et de leur système de légitimation sociale. Le cadre présenté dans cet article est ainsi en pleine reconfiguration.

Références bibliographiques

ALFORD, William. 1995. *To steal a book is an elegant offense: intellectual property law in Chinese*. Stanford: Stanford University Press.

APPADURAI, Ajurn. 2006. "Introduction: commodities and the politics of value". In A. Appadurai, (org.), *The Social Life of Things. Commodities in cultural perspective*. Cambridge: Cambridge University Press. pp. 3-63.

BELLO, David. 2003. "The Venomous Course of Southwestern Opium: Qing Prohibition in Yunnan, Sichuan, and Guizhou in the Early Nineteenth Century". *The Journal of Asian Studies*, 62 (4): 1109-1142

- BESTOR, Theodore. 2000. "How Sushi Went Global". *Foreign Policy*, 121: 54-63
- BESTOR, Theodore. 2001. "Supply-side sushi". *American anthropology*. 103 (1), p. 76-95.
- BIAN, YANJIE. 2002. "Institutional holes and job motilities". In. Gold, T. Guthrie, D. Wank, D. (eds). *Social Connections in China*. Cambridge University Press: Cambridge, p. 117-136.
- CARVALHO, José Murilo. 1999. *Os Bestializados*. Rio de Janeiro: Companhia das Letras.
- DURHAN, Eunice. 1973. *A caminho da cidade*. São Paulo: Perspectiva.
- DIKOTTER, Frank. 2007. *Things Modern*. London: Hurst & Company.
- DYKE, Paul. 2005. *The Canton Trade*. Hong Kong: Hong Kong University Press.
- FEI, Hsiao-Tung. 1980. *Peasant Life in China*. London: Routledge Ana Kegan Paul.
- FORBES, D. K. 1989. *Uma visão crítica da geografia do subdesenvolvimento*. Rio de Janeiro, Bertrand Brasil.
- FOSTER, Robert. 2005. "Commodities Futures". *Anthropology Today*, 21(4), p. 08-12.
- FREIDBERG, S. 2004. *French Beans and Food Scares: Culture and Commerce in an Anxious Age*. New York: Oxford University Press.
- GASCOIGNE, Bamber. *The dynasties of China*. London: Robinson, 2006.
- GEREFFI, Gary. 1999. "International trade and industrial upgrading in the apparel commodity chain". *Journal of International Economics*, 48: 37-70
- GOLD, Thomas. 1985. "After Comradeship: Personal Relations in China since the Cultural Revolution". *The China Quarterly*, 104: 657-675
- GRANOVETTER, Mark. 1973. "The strength of weak ties". *American Journal of Sociology*, 78: 1360-80.
- GUTHRIE, Doug. 2002. "Information Asymmetries and Problem of Perception". In. T. Gold, D. Guthrie, D. Wank, (orgs.), *Social Connections in China*. Cambridge University Press: Cambridge. pp. 37-56.
- HARNEY, Alexandra. 2008. *The China Price*. New York: The Penguin Express
- HANSER, Amy. 2002. "Youth job searchers in urban China". In. T. Gold, D. Guthrie, D. Wank, (orgs.), *Social Connections in China*. Cambridge University Press: Cambridge. pp. 137-162.

- HUGHES, Alex. 2001. "Global Commodity Networks, ethnical trade and governmentibility". *Transactions of the Institute of British Geographers*, 26 (4): 390-406
- HWANG, Kwang-Kuo. 1987. "Face and Favor: The Chinese Power Game". *The American Journal of Sociology*, 92 (4): 944-974.
- JACOBS, Bruce. 1979. "A Preliminary Model of Particularistic Ties in Chinese Political Alliances: Kan-ch'ing and Kuan -hsi in a Rural Taiwanese Township". *The China Quarterly*, 78: 237-273
- KIPNIS, Andrew B. 1996. "The Language of Gifts: Managing Guanxi in a North China Village" *Modern China*, 22 (3): 285-314
- KIPNIS, Andrew B. 1997. *Producing Guanxi: Sentiment, Self and Subculture in a North China Village*. Durham: Duke University Press.
- KIPNIS, Andrew B. 1996. *The flow of Gifts*. Sanford: Stanford University Press
- KOVARICK, Lúcio. 1975. *Capitalismo e marginalidade na América Latina*. Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- KOVARICK, Lúcio. 1994. *Trabalho e vadiagem: a origem do trabalho livre no Brasil*. Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- LI, Zhang. 2001. *Strangers in the city*. Stanford: Stanford University Pres.
- LOMNITZ, Larissa Adler. 1988. "Informal Exchange Networks in Formal Systems: A Theoretical Model". *American Anthropologist*, 90(1): 42-55
- MACHADO DA SILVA, Luis Antônio. 1971. *Mercados metropolitanos de trabalho manual e marginalidade*. Dissertação de Mestrado. Museu Nacional, Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- MAFRA, Patrícia Delgado. 2005. *A "pista" e o "camelódromo": camelôs no Centro do Rio de Janeiro*. Dissertação de Mestrado. Museu Nacional, Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- MISSE, Michel. 2006. *Crime e violência no Brasil contemporâneo*. Rio de Janeiro: Lúmen Júris.
- NEE, Victor. 1989. "A Theory of Market Transition: From Redistribution to Markets in State". *American Sociological Review*, 54 (5): 663-681
- NEE, Victor. 1992. "Organizational Dynamics of Market Transition: Hybrid Forms, Property Rights, and Mixed Economy in China". *Administrative Science Quarterly*, 37 (1): 1-27.
- NORONHA, Eduardo G. 2003. "Informal, ilegal, injusto: percepções do mercado de trabalho no Brasil". *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 18 (53):

111-129.

OI, Jean. 1985. "Communism and Clientelism: Rural Politics in China". *World Politics*, 37 (2): 238-266.

OLIVEIRA, Francisco. 2003. *Crítica à razão dualista*. São Paulo: Boitempo.

OLIVEN, Ruben George. 1980. *Urbanização e mudança social no Brasil*. Petrópolis: Vozes.

PESAVENTO, Sandra. 1991. *Memória Porto Alegre. Espaços e Vivências*. Porto Alegre: Ed. Universidade/UFRGS, Prefeitura Municipal de Porto Alegre.

PESAVENTO, Sandra. 1992. *O Espetáculo da Rua*. Porto Alegre: Ed. Universidade/UFRGS, Prefeitura Municipal de Porto Alegre.

PINHEIRO-MACHADO, Rosana. 2005. *La garantia soy yo*. Dissertação de Mestrado. Universidade Federal do Rio Grande do Sul.

PINHEIRO-MACHADO, Rosana. 2008. "China-Paraguai-Brasil: uma rota para pensar a economia informal". *Revista Brasileira de Ciências Sociais*. 23 (67), p. 117-133.

PINHEIRO-MACHADO, Rosana. 2011. *Made in China*. São Paulo: Hucitec.

PIRES, Lenin. 2006. "Deus ajuda a quem cedo madruga?", in M. Grossi, M. Heilborn e L. Machado (orgs.), *Antropologia e direitos humanos 4*. Blumenau, Nova Letra.

PIRES, Lenin. 2011. *Arreglar não é pedir arrego - etnografias do mercado da venda ambulante em Buenos Aires e Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Garamond,

QI, Zhou. 2005. *Conflicts over human rights between US and China*. *Human Rights Quarterly*, 27: 105-124.

RABOSSO, Fernando. 2004. *Nas ruas de Ciudad del Este*. Tese de Doutorado. Museu Nacional, Universidade Federal do Rio de Janeiro.

RIBEIRO, Gustavo Lins. 2010. *A Globalização Popular e o sistema mundial nãohegemônico*. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*. 25 (74): 21-38.

RIBEIRO, Gustavo Lins. 2006. "Other Globalizations. Alter-NativeTransnational Processes and Agents". *Série Antropologia, Universidade de Brasília*. 389: 01-48

ROULLEAU-BERGER, Laurrance. 2011. *Désoccidentaliser la sociologie*. Paris: L'aube.

SAHLINS, Marshall. 2004. *Cultura na Prática*. Rio de Janeiro: Ed. UFRJ.

- SCALCO, Lucia. 2010. "Camelódromo: a repercussão do regime de propriedade intelectual em nível local" In O. Leal *et al.* (org.), *Do Regime de Propriedade Intelectual: estudos antropológicos*. Porto Alegre: Tomo editorial.
- SILVA, Marcos. A. 2007. *Patrimônio desterritorializado: transmigrantes chineses e suas 'negociações', culturais em Pernambuco*. Anais da REA, Aracaju.
- SMART, Allan. 1993. "Gifts, Bribes, and Guanxi: A Reconsideration of Bourdieu's Social Capital". *Cultural Anthropology*, 8 (3): 388-408
- SOLINGER, Dorothy. 1999. *Contesting citizenship in urban China*. Berkeley/Los Angeles: University of California Press.
- STARR, John. 2010. *Understanding China*. New York: Hill & Wang.
- TELLES, Vera S. e HIRATA, Daniel. 2007. "Cidade e práticas urbanas: nas fronteiras incertas entre o ilegal, o informal e o ilícito". *Revista de Estudos Avançados da USP*, 21 (61): 171-191.
- WANK, David. 1996. "The Institutional Process of Market Clientelism: Guanxi and Private Business in a South China City". *The China Quarterly*, 147: 820-838.
- WANK, David. 1996. 2000. "Cigarettes and Domination in Chinese Business Networks". In. D. Davis (org.), *The Consumer Revolution in Urban China*. London: University of California Press. pp. 268-286.
- WANK, David. 1996. 2002. "Business-State Clientelism in China". In. T. Gold, D. Guthrie, D. Wank, (orgs.), *Social Connections in China*. Cambridge University Press: Cambridge. pp. 97-116.
- WEBER, Max. 1968. *The Religion of China*. New York: A Free Press Paperback.
- XIA, Yong. 2000. "Human rights and Chinese tradition". In: M. Dutton (Org.). *Streetlife China*. Cambridge: Cambridge University Press, 2000. pp. 23-30.
- XIA, Yong. 1968. *The Religion of China*. New York: A Free Press Paperback.
- YAN, Yunxiang. 1996. "The Culture of Guanxi in a North China Village" *The China Journal*, 35: 1-25
- ZIEGER, C. 2007. *Favored Flowers*. Durham: Duke University Press.